

La diversité des capitalismes à la lumière du développement durable

ERIC MAGNIN

(Ladyss, Université Paris Diderot)

1^{er} juillet 2013

Université Paris Diderot

INTRODUCTION

- Diversité des capitalismes et transition post-socialiste en Europe centrale et orientale
 - La question du modèle-cible
 - Quel capitalisme émergent dans les nouveaux États membres ?
- 1^{ère} partie : le cadre théorique : une approche macro-institutionnelle, régulationniste
- 2^{ème} partie : diversité des capitalismes et développement durable

I-Deux approches théoriques : diversité ou variété des capitalismes ?

1. Hall et Soskice (2001) : *Variété des capitalismes* (VOC), ELM contre ECM
 - Une approche centrée sur l'entreprise et la qualité de ses relations avec les autres acteurs
 - Des problèmes de coordination
 - Cinq sphères d'activité
 - L'Allemagne : illustration des ECM
 - Les États-Unis : cas d'école des ELM
 - Un cadre d'analyse clair mais limité

2. *La diversité des capitalismes* (Boyer; Amable, 2003) : une approche régulationniste, 5 formes institutionnelles et 5 types de capitalisme

- Le modèle fondé sur le marché
- Le modèle social-démocrate
- Le modèle européen continental
- Le capitalisme méditerranéen
- Le capitalisme asiatique

3. Une première hypothèse fondamentale : la complémentarité institutionnelle

- Deux institutions peuvent être qualifiées de complémentaires lorsque « l'existence ou la forme particulière prise par une institution dans un domaine renforce la présence, le fonctionnement ou l'efficacité d'une autre institution dans un autre domaine » [Amable, 2005].
- Quelques implications de nature « systémique »

	Capitalisme fondé sur le marché	Capitalisme social-démocrate	Capitalisme asiatique	Capitalisme européen continental	Capitalisme méditerranéen
Concurrence sur les marchés de produits	Grande importance de la concurrence par les prix, neutralité de l'Etat sur les marchés de produits, coordination par les signaux (prix) du marché, ouverture à la concurrence et à l'investissement étrangers.	Grande importance de la concurrence par la qualité, fort engagement de l'État sur les marchés de produits, haut degré de « coordination » par d'autres canaux que les signaux du marché, ouverture à la concurrence et à l'investissement étrangers.	Importance de la concurrence par les prix comme par la qualité, fort engagement de l'État, haut degré de coordination par d'autres canaux que les signaux de prix, forte protection contre les firmes et l'investissement étrangers, importance des grandes firmes.	Importance modérée de la concurrence par les prix, importance relativement élevée de la concurrence par la qualité, engagement des autorités publiques, « coordination » hors prix relativement forte, protection faible contre les firmes et l'investissement étrangers.	Concurrence par les prix plutôt que par la qualité, engagement de l'État, peu de coordination hors prix, protection modérée contre les firmes et l'investissement étrangers, importance des petites firmes.
Rapport salarial	Protection de l'emploi faible, flexibilité externe, recours facile au travail temporaire et licenciement, embauches faciles, aucune politique de l'emploi active, stratégies défensives des syndicats, décentralisation de la négociation salariale.	Protection de l'emploi modérée, négociation salariale coordonnée ou centralisée, politiques d'emploi actives, syndicats forts, relations industrielles coopératives.	Protection de l'emploi dans la grande firme, flexibilité externe limitée, dualisme du marché du travail, politique salariale fondée sur l'ancienneté, relations du travail coopératives, aucune politique d'emploi active, syndicats de firmes, décentralisation de la négociation salariale.	Forte protection de l'emploi, flexibilité externe limitée, stabilité de l'emploi, conflits dans les relations de travail, politique de l'emploi active, syndicats modérément forts, coordination de la négociation salariale.	Haute protection de l'emploi (grandes firmes) mais dualisme : une frange « flexible » d'emploi sur travail provisoire et à temps partiel, conflits possibles dans les relations industrielles, aucune politique d'emploi active, centralisation de la négociation salariale.

	Capitalisme fondé sur le marché	Capitalisme social-démocrate	Capitalisme asiatique	Capitalisme européen continental	Capitalisme méditerranéen
Secteur financier	<p>Forte protection des actionnaires minoritaires, faible concentration de la propriété, grande importance des investisseurs institutionnels, marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), forte sophistication des marchés financiers, développement du capital-risque.</p>	<p>Forte concentration de la propriété, importance des investisseurs institutionnels, pas de marché pour le contrôle d'entreprise (prise de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, haut degré de concentration bancaire.</p>	<p>Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, participation des banques à la gestion des entreprises, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), aucune sophistication des marchés financiers, développement limité du capital-risque, haut degré de concentration bancaire.</p>	<p>Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, développement modéré du capital-risque, forte concentration bancaire, importance des banques dans le financement des firmes.</p>	<p>Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, corporate governance fondée sur les banques, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, développement limité du capital-risque, forte concentration bancaire.</p>
Protection sociale	<p>Protection sociale faible, participation faible de l'Etat, accent sur le soulagement de la pauvreté (filet de sécurité), prestations conditionnées aux ressources, systèmes de retraite par capitalisation.</p>	<p>Haut niveau de protection sociale, forte participation de l'État, grande importance de la protection sociale pour la société et la définition des politiques publiques.</p>	<p>Faible niveau de protection sociale, dépenses dirigées vers le soulagement de la pauvreté, faible part des dépenses publiques dans la protection sociale, faible part des dépenses sociales dans le PIB.</p>	<p>Haut degré de protection sociale, protection sociale fondée sur l'emploi, engagement de l'État, grande importance de la protection sociale dans la société, sécurité sociale financée par cotisations, système de retraite par répartition.</p>	<p>Niveau modéré de protection sociale, structure de dépenses orientées vers le soulagement de la pauvreté et les retraites, fort engagement de l'État.</p>

	Capitalisme fondé sur le marché	Capitalisme social-démocrate	Capitalisme asiatique	Capitalisme européen continental	Capitalisme méditerranéen
Éducation	Dépenses publiques, système d'enseignement supérieur fortement compétitif, éducation secondaire non homogénéisée, formation professionnelle faible, accent sur les compétences générales, formation tout au long de la vie.	Haut niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation, accent sur la qualité de l'éducation primaire et secondaire, importance de la formation professionnelle, accent sur les compétences spécifiques, importance de la formation permanente.	Faible niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation, accent sur la qualité de l'éducation secondaire, formation interne à l'entreprise, importance de l'éducation technique, accent sur les compétences spécifiques, formation permanente faible en dehors de la firme.	Haut niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation dans l'éducation secondaire, accent sur l'homogénéité de l'éducation secondaire, formation professionnelle développée, accent sur les compétences spécifiques.	Dépenses publiques faibles, taux de scolarisation faibles dans l'éducation supérieure, système d'enseignement supérieur faible, formation professionnelle faible, peu de formation permanente, accent sur les compétences générales.
Pays	Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie	Suède, Finlande, Danemark	Japon, Corée du Sud	France, Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Norvège	Italie, Espagne, Portugal, Grèce

4. Une deuxième hypothèse fondamentale : la hiérarchie institutionnelle

- Une forme institutionnelle joue à un moment donné du temps un rôle déterminant dans l'organisation des relations de complémentarité et dans l'évolution de l'architecture institutionnelle
- L'expression de rapports de force et de compromis politiques

5. Quelle articulation entre complémentarité, hiérarchie, mode de régulation et régime d'accumulation ?

II - Le développement durable : une absence remarquée

- La problématique du développement durable est absente de l'analyse comparative des capitalismes
- Comment la réintégrer ?
- Deux pistes de réflexion, deux scénarios d'évolution du capitalisme :
 - le scénario BAU : une durabilité limitée
 - un renversement de la hiérarchie institutionnelle conduisant à un autre modèle de développement : une durabilité radicale

Quand les capitalismes verdissent...

- Un premier scénario ancré dans le présent
- Économie de l'environnement et lutte contre la pollution : l'internalisation des externalités : taxe Pigou ou théorème de Coase ?
- Taxe carbone et marché de permis sont aujourd'hui une réalité dans la lutte contre le réchauffement climatique dans les différents capitalismes
- Le concept de complémentarité institutionnelle appliqué à la lutte contre le changement climatique : capitalisme anglo-saxon versus capitalisme social-démocrate

1. Rôle de l'État et consensus en Europe du Nord

- La taxe carbone : une spécialité d'Europe du Nord
- Des modalités variables dans un cadre commun
- L'exemple de la Suède
- Le volontarisme environnemental scandinave
- Les écoparcs industriels : main invisible ou coopération ?

2. Les économies fondées sur le marché

- Un engagement « souple »
- Les États-Unis sont les pionniers du marché de permis
- Le Royaume-Uni : une variante

De la durabilité limitée à la durabilité radicale

- L'hypothèse de complémentarité se vérifie.
- Un verdissement des différents modèles de capitalisme qui ne remet pas en cause la hiérarchie institutionnelle, ni le mode de régulation ou le régime d'accumulation.
- Notre modèle de consommation/production n'est plus soutenable.
- La transition vers une économie hypocarbonée et sobre en ressources est en marche.
- Des changements institutionnels majeurs sont nécessaires : un basculement de la hiérarchie institutionnelle, fondé sur un nouveau compromis socio-politique

1. Vers un nouveau modèle de développement (durable) ?

- Scénario 1 : les modalités d'insertion des États dans l'espace international renversent la finance et occupent le sommet de la hiérarchie
 - Biens publics mondiaux appellent gouvernance mondiale
 - Une organisation internationale de l'environnement
 - Un scénario peu probable
- Scénario 1 bis : l'Union européenne accélère la transition vers le développement durable

- L'État au service du développement durable, à la charnière entre les instances supranationales et les autres formes institutionnelles nationales :
 - recherche-développement, investissements publics, fiscalité, réglementation, information, éducation, formation, sensibilisation, coordination...
- L'évolution du rapport salarial, des formes de la concurrence et de la monnaie, par effet de complémentarité : une nouvelle articulation (régulation) soutenant un nouveau régime d'accumulation
 - Un nouveau compromis socio-économique
 - Nouvelles modalités de la concurrence
 - Une finance réorientée

2. Que sont les capitalismes devenus ?

- La diversité des capitalismes ne disparaît pas
 - Une diversité des trajectoires de transformation vers le développement durable liée aux effets de sentier associés aux « compromis institutionnels fondateurs »
 - Une diversité des choix technologiques et de spécialisations différenciées dans les secteurs de l'industrie verte

Conclusion : Une issue à la crise ?

- La crise marque l'épuisement d'un régime de croissance et d'un modèle de développement
- Une véritable dynamique de croissance schumpétérienne ?
 - Une nouvelle révolution industrielle ?
 - Une « destruction créatrice »
- Le modèle anglo-saxon a-t-il gagné la « guerre des capitalismes » ?
- Un dernier scénario...